



Philippe

POUTOU 2012

candidat anticapitaliste



aux capitalistes de payer leurs crises !

Montreuil, le 6 avril 2012

Réponse au SNCS-FSU

Nos propositions pour l'enseignement Supérieur et la recherche

Nous saluons l'action du SNCS-FSU dans sa défense des personnels de la recherche et dans la construction du rapport de force pour faire avancer les droits, les conditions de travail des personnels et l'aspect émancipateur de la recherche. Nous partageons de nombreux objectifs communs sur ce que devrait être un véritable service public de l'enseignement supérieur et de la recherche.

L'enseignement Supérieur et la Recherche (ESR) est l'un des grands thèmes de la campagne présidentielle. Sarkozy présente les réformes du secteur comme l'une des principales réussites de son mandat. Pourtant, à deux reprises, les personnels de l'ESR, avec les étudiants, se sont mobilisés contre la politique du gouvernement en 2007 et 2009. Le refus de la « Loi relative aux libertés et responsabilités des universités » (LRU) a été très majoritaire dans le milieu et le gouvernement est passé en force pour accélérer la transformation du milieu universitaire. Le but est bien de soumettre l'ESR aux exigences du marché, ceci au détriment du service public, de la qualité de l'enseignement, de l'indépendance et de la liberté de la recherche.

En effet, les attaques contre l'ESR sont à l'image de l'ensemble de la politique du président sortant :

- L'« autonomie » des établissements (loi LRU) n'est qu'une mise en concurrence, dans un cadre de restriction budgétaire. Elle conduit paradoxalement à la mise sous tutelle de nombreux établissements qui n'arrivent plus à équilibrer leur budget. Cette mise en concurrence est renforcée par le financement des projets scientifiques sur appel d'offre et à court terme.
- Tout est fait au prétexte de l'« excellence », qui se résume à apparaître dans les classements internationaux de type Shanghai. La « visibilité internationale » semble l'unique objectif du ministère et de son principal relais, la Conférence des présidents d'université. Pour y faire quoi ? L'attribution des financements dits « d'excellence » (Equipex, Labex, Idex) dessine une carte universitaire élitiste qui délaisse des régions entières (par exemple le Grand Ouest).
- En fait, c'est bien une soumission du secteur aux intérêts privés qui s'opère : financement des recherches ayant un débouché économique immédiat, généralisation des filières professionnalisantes pour les étudiants, pilotage du secteur

par le patronat qui a fait son entrée massive dans les conseils d'administrations au détriment des élus personnels et étudiants.

- L'emploi précaire explose (20% du secteur), pour les personnels administratifs et techniques comme pour les « jeunes » chercheurs, qui enchaînent les CDD souvent bien au-delà de 30 ans. Le nombre d'agents non statutaires a dépassé les 50 000 selon l'intersyndicale de l'ESR et se chiffre continue d'augmenter dans un contexte où l'emploi devient la variable d'ajustement des budgets des universités et des organismes de recherche.
- La Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP) s'applique avec brutalité dans les organismes de recherche (CNRS, INSERM,...). En restructurant les services administratifs, en externalisant certains métiers, la RGPP va entraîner la perte de centaines d'emplois et va dégrader les conditions de travail.
- Avec la « masterisation », la formation des enseignants du primaire et du secondaire a été détruite, les IUFM démantelés. La situation dans les écoles, les collèges et les lycées s'en trouve dégradée.
- La circulaire Guéant et plus largement la chasse aux étrangers a mis dans des situations inhumaines des milliers d'étudiants.

Sarkozy parvient pourtant à se vanter d'un tel bilan, quitte à le maquiller. Les mensonges les plus grossiers n'effraient pas le tout nouveau « candidat du peuple ». Virer ce président des riches est une urgence. Suffit-il alors de voter Hollande ? Le candidat socialiste n'entend pas revenir sur les réformes du dernier quinquennat et veut poursuivre les politiques de libéralisation du secteur, au risque de s'affronter avec le monde universitaire qui s'est massivement mobilisé en 2009.

Les initiatives se multiplient pour construire un rapport de force et imposer une autre politique universitaire au prochain gouvernement, quel qu'il soit. Les personnels de la recherche ont manifesté devant le CNRS le 17 février, l'appel du 23 février a reçu plus de 7000 signatures. C'est bien le chemin des mobilisations qu'il s'agit de retrouver dès aujourd'hui !

Notre programme d'urgence pour l'enseignement supérieur et la recherche :

Contre le néolibéralisme

- *Abrogation des contre-réformes : LRU et pacte pour la recherche, LMD, Contrat Doctoral Unique et Masterisation*
- *Dissolution des agences de mise en concurrence : ANR et AERES*
- *Sortie du processus de Bologne et de la stratégie de Lisbonne*
- *Pour un grand service public de l'enseignement supérieur et de la recherche, sur tout le territoire, indépendant des intérêts du patronat et des marchés.*

Pour les personnels

- *Un plan de titularisation massif de tous les précaires dans la fonction publique. Dans l'ESR, nous revendiquons l'intégration à la fonction publique des 50 000 agents non statutaires et l'embauche de 100 000 personnels supplémentaires*
- *Pas de salaires en dessous de 1700 euros net, augmentation de 300 euros pour toutes et tous*
- *Financement pour tous les doctorants pendant toute la durée de la thèse : augmentation du nombre de financements et octroi, excepté pour celles et ceux qui sont déjà insérés et ne souhaitent pas rejoindre l'ESR, d'un statut de fonctionnaire stagiaire, sans cloisonnement des carrières (ingénieur, administratif, enseignant, chercheur...)*
- *Pour une véritable politique d'amélioration de leurs conditions de travail, d'hygiène et de sécurité*

Pour les étudiants

- *Allocation d'autonomie au niveau du SMIC*
- *Construction massive de résidence pour un logement étudiant décent pour toutes et tous*
- *Maintien du cadre national des diplômés, reconnaissance de ces diplômés dans les conventions collectives*
- *Des papiers pour tous les étudiants : carte d'étudiant = carte de séjour*

Pour toutes et tous

- *une véritable politique de prévention et de prise en compte des violences et des souffrances subies (stress, mal-être, agressions, harcèlement)*
- *Dans le cadre d'un service public de la petite enfance dont le NPA propose la création, nous revendiquons la création de crèches pour des universités, gratuites et accessibles à tous sans sélection*

Pour la recherche

- *Financement récurrent des équipes permettant de mettre en place une recherche dans la durée. Suppression du crédit-impôt-recherche.*
- *Retrait de la RGPP et des « plans d'action » qui la mette en place dans les organismes de recherche*
- *Financement sur projet pour les nouvelles pistes ou thématiques, pour les nouvelles collaborations et les jeunes chercheurs*

Pour la démocratie et la liberté d'expression

- *Contre la censure des débats par les présidents d'université (notamment sur la question de la Palestine)*

- *Contre la présence du patronat dans les conseils d'administration, pour des conseils élus uniquement par les personnels et les étudiants*
- *Pour la liberté de recherche, d'expression et la mise de moyens à disposition (salles, panneaux d'affichages...)*

L'application d'un tel programme ne viendra pas d'en haut. Seuls les personnels du secteur et leurs organisations, en lien avec les étudiants, pourront l'imposer. Avant, pendant et après l'élection, les militants du NPA, œuvreront à la construction et à la convergence des mobilisations afin d'en finir avec ces contre-réformes et pour le développement d'un service public de l'enseignement supérieur et de la recherche critique, populaire et émancipateur.

Nous continuerons à débattre avec le SNCS-FSU sur les moyens d'arriver à de telles avancées. Pour notre part, nous ne croyons pas qu'il suffira que le « bon gouvernement » sorte des urnes. Il faudra l'intervention directe des personnels pour les imposer mais également pour contrôler puis gérer eux-mêmes l'ensemble des rouages de l'enseignement supérieur et de la recherche, débarrassés des intérêts privés.

L'équipe de campagne de *Philippe POUTOU*

Pour contacter le secteur enseignement supérieur et recherche :

contact-esr@npa2009.org

www.poutou2012.org – contact@poutou2012.org

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil